

Le « modèle anglais » de Cameron : un modèle anti-ouvrier

La City de Londres a salué d'une hausse de ses indices la large victoire du Premier ministre conservateur britannique Cameron. Après une législature, le parti conservateur dispose désormais de la majorité absolue au Parlement. Des deux côtés de la Manche, les réactionnaires exultent, vantant le « modèle anglais » : taux de chômage de 5,5 %, 2 millions d'emplois privés créés depuis 2010 pour 743 000 emplois publics supprimés... Les chiffres de ce soi-disant succès sont répétés en boucle.

Les 743 000 emplois supprimés dans le public sont bien une réalité. C'est le résultat de coupes sombres dans l'Éducation, dont le budget a diminué de 13 % avec 156 000 postes d'enseignants supprimés, ou dans les services sociaux de santé des collectivités locales, en baisse de 21 %...

Explosion de la précarité

Par contre, il faut voir ce que cachent les 2 millions d'emplois créés dans le privé, comme ces contrats « zéro heure » qui lient, parfois de façon exclusive, un travailleur à une entreprise, sans que cette dernière ait d'obligation en termes d'emploi ou de minimum de salaire. 700 000 personnes auraient travaillé ainsi d'octobre à décembre derniers, en moyenne 25 heures par semaine. On est loin du retour à l'emploi.

Mais, surtout, plus encore qu'ici, il y a eu une explosion du nombre d'auto-entrepreneurs, main-d'œuvre officiellement à son compte, en réalité surexploitée, à qui rien n'est dû, ni cotisation retraite, ni congés payés, obligée d'accepter des conditions de travail d'un autre âge pour pouvoir emporter un marché, c'est-à-dire gagner quelques sous contre un travail souvent harassant...

Un « modèle » dirigé contre les travailleurs

Toute la politique de Cameron est de la même eau. Contrôles renforcés contre les chômeurs contraints de pointer quotidiennement et d'accepter n'importe quelle « tâche d'intérêt collectif » en contrepartie de leur indemnité de chômage – Cameron n'est pas loin de réinventer les sinistres « maisons de travail » du XIX^e siècle ! –, baisse des allocations familiales, augmentation de l'âge de départ à la retraite...

La politique « économique » de Cameron n'a

même pas eu pour conséquence, ni pour but d'ailleurs, de restaurer les performances industrielles : de l'aveu même de la revue *The Economist*, la productivité du travail en Grande-Bretagne est plus faible que dans les pays équivalents, preuve que les prétendus succès économiques s'appuient sur la surexploitation des travailleurs et non sur l'investissement productif.

Mais, dans un contexte de crise, peu importe aux patrons que le travail ne soit pas « productif » s'il est bon marché. Revenir sur tous les avantages des travailleurs est un objectif immédiat qui leur suffit et qui est partagé par tous les gouvernements européens.

À quoi rêvent les riches...

Voilà donc ce qui fait rêver les nantis : une société où les travailleurs n'auraient plus guère de droits, qui serait débarrassée des contraintes du salaire minimum et des cotisations sociales, une société où tout est organisé pour que les riches puissent étaler leurs Rollex ou se pavaner dans leurs gros SUV, au prix d'un appauvrissement des autres.

C'est tout l'avenir qu'ils nous souhaitent, c'est d'ailleurs déjà le présent. Avec des variantes, c'est partout la même politique anti-ouvrière. Mais, à niveler par le bas la situation des travailleurs en Europe et dans le monde, ils créent les bases d'une unification des luttes.

Les réactionnaires ont gagné les élections en Grande-Bretagne sur fond, comme ici, de dégoût des travailleurs pour les simagrées d'une gauche gouvernementale tout aussi veule là-bas qu'ici. Ce n'est pas réjouissant, mais ce ne sont que des élections. Sur le terrain, celui des luttes sociales, il est possible de remettre les pendules à l'heure. En tout cas, c'est une nécessité.

Après Hay, l'enquête des médecins

Les médecins du travail de l'établissement, qui ont présenté leur rapport annuel au CE du 29 avril, tirent de nouveau la sonnette d'alarme sur les Risques PsychoSociaux : hausse des cas de « *surstress* », de « *dépression* », d'« *épuisement professionnel* » (burn-out)... En cause : une « *organisation devenue pathogène* », la « *surcharge de travail* » due au « *sous-effectif chronique dans certains secteurs* », la « *multiplication des projets concomitants* » ou la « *complexité du travail* » : interlocuteurs multipliés, pratique de l'anglais, arrivée de V3P, de NewPDM... Le « *zapping permanent entre les tâches* », accentué par Communicator et les emails, est également pointé du doigt, ainsi que le processus de mobilité ou des « *amplitudes horaires importantes* » : « *travailler le soir ou le week-end, faire du télétravail en étant en arrêt de travail, mettre des réunions très tôt le matin ou très tard est devenu normal* ».

Bref, les médecins dénoncent les effets néfastes de l'accord de compétitivité et des réorganisations permanentes. Un sacré contraste avec les résultats de l'enquête Hay, tant vantés par la direction.

Très Mauvais pour la Santé

Un médecin déplore également que des écrans, claviers et souris déportés ne soient « *pas automatiquement fournis avec les ordinateurs portables* » car « *de nombreux troubles musculo-squelettiques (TMS) seraient ainsi évités* ». La station d'accueil fournie avec le portable a aussi disparu. La chasse aux coûts, c'est mauvais pour le cou !

Briser la peur, refuser ce système

Un autre médecin « *regrette que l'épuisement professionnel, les effets délétères des Risques Psycho-Sociaux ne soient pas reconnus officiellement comme une maladie professionnelle* ». Il mentionne des cas de salariés qui « *n'ont pas souhaité faire de déclaration, de crainte de devoir quitter l'entreprise ou de perdre des chances de reclassement interne.* »

Pour ne pas finir malade de son travail, n'acceptons plus ce système qui broie les individus : optons pour la résistance et la lutte collective !

Pas assez low cost, mon fils

L'usine de Pitesti en Roumanie ne serait plus assez low cost pour Renault, qui se plaint que les salaires y ont augmenté de 170 % depuis 2008. Et de montrer en exemple l'usine de Tanger où les ouvriers sont payés 340 € bruts : un vrai paradis patronal !

Pour y remédier, la direction a un plan : passer l'automatisation du site de 5 à 20 %, et surtout bloquer les salaires et réduire les effectifs en ne remplaçant plus les départs. C'est comme ça que Renault remercie les travailleurs de Pitesti qui font le succès de Logan et de Sandero !

Pénurie organisée

Dans certains secteurs, il n'y a pas assez de postes de travail. Les premiers à en faire les frais sont les derniers arrivés, les stagiaires, les apprentis ou les prestataires qui doivent se débrouiller pour trouver un coin de bureau ou une prise réseau.

A part ça, la direction pouvait fermer Rueil car il y avait, paraît-il, assez de place pour accueillir tout le monde au Technocentre...

La pompe à fric : un brevet Renault

Le journal de 20h de France 2 du 6 mai dernier a révélé une des optimisations fiscales pratiquée par Renault : la création de filiales (I-DVU, I-DVE et R-DREAM) afin de contourner le plafond du Crédit Impôt Recherche (CIR) et d'économiser des dizaines de millions d'euros d'impôts.

La direction l'a même reconnu lors d'un Comité d'Établissement de Guyancourt en 2009 : ces sociétés n'ont « *pas de business, pas de client. L'objet de ces filiales est de récupérer un certain nombre de frais [...] et de permettre de récupérer du CIR* ». Et le représentant de la direction d'ajouter : « *Il n'y rien de déshonorant à être une pompe à fric* ». Sauf que les pompés, c'est nous : les contribuables.

Et à la fin, ça se termine par un banquet

La résolution visant à empêcher le droit de vote double pour les actionnaires détenant des actions depuis plus de deux ans, a été repoussée à l'AG des actionnaires du 30 avril. Mais qu'est-ce que cela change vraiment ? Ghosn l'a dit lui-même à l'AG : « *Il n'y a pas d'esprit de conflit larvé. Au-delà du débat actuel sur les droits de vote double, ce qui est important c'est que nous convergions sur le fond* ».

Et pour sceller cette convergence, les représentants de l'État ont approuvé, avec 99,6 % des votants, la résolution sur l'augmentation des dividendes. 560 millions d'euros à se partager, ça crée des liens.

House of (credit) cards

Et 5 millions d'euros ! C'est le cachet qui revient à l'acteur Kevin Spacey, héros de la série *House of Cards*, pour sa prestation dans la publicité pour le nouvel Espace. Pas de modération salariale de ce côté-là. Mais avec un Espace vendu de 34 à 45000 €, beaucoup de salariés devront se contenter de la pub.

Vive les ponts !

Avec les ponts de mai reviennent les sempiternelles dénonciations du nombre soi-disant trop important de congés et de jours fériés. D'après le Medef, la suppression de deux jours fériés permettrait de créer 100 000 emplois, rien que ça. Mais par quelle opération magique, faire travailler plus ceux qui ont un emploi, permettrait d'en donner aux 5 millions qui n'en ont pas ?!